

Malheureusement, le fait que le ministre des Transports est originaire de l'Ouest n'a pas beaucoup amélioré la situation des transports dans cette région. Un certain ancien député avait eu au moins la candeur d'admettre, pendant qu'il était ministre des Transports, que la situation des transports au Canada était un véritable gâchis. Mais malheureusement, celui qui occupe ce poste maintenant semble avoir adopté une attitude de condescendance et de supériorité. La dernière invention du ministre, le principe du paiement par l'utilisateur semble bon en théorie, mais sera très injuste en pratique.

Les méthodes employées par le gouvernement pour comprimer les dépenses sont extrêmement injustes, et même assez hypocrites. Selon lui, le voyageur canadien n'a rien à dire s'il paye de plus en plus cher pour de moins en moins de services de transport. La suppression des taux «jusqu'à... et à l'est de» en vertu de l'abrogation de certaines parties de la loi sur les chemins de fer, que prévoit l'article 15 du bill, signifiera que les producteurs céréaliers de l'Ouest paieront eux aussi davantage pour moins de services. Le gouvernement considère cela comme un moyen valable de réduire ses dépenses. Apparemment, le ministre des Transports (M. Lang) estime qu'il n'est pas du tout répréhensible de dépenser plus de \$10,000 pour un simple vol à bord d'un Jetstar du gouvernement pour un congé quelconque ou un engagement spécial. Ce qui est plus difficile à avaler, c'est que ce même ministre défende son geste et ait ensuite l'effronterie de dire aux Canadiens que ses services valaient bien ce montant. Les hommes publics qui ont une si bonne opinion d'eux-mêmes et de leur valeur ont souvent de bien mauvaises surprises à l'époque des élections quand ils découvrent que les électeurs ne sont pas de leur avis.

Le pays tout entier et l'Ouest canadien en particulier ont désespérément besoin d'une politique des transports. Nous avons absolument besoin de modes de transport rapides, efficaces et bon marché pour lier ensemble tous les coins du pays, permettre une meilleure compréhension entre les régions et préserver l'unité nationale. Il nous faut une politique des transports très complète avec des priorités clairement définies et un rôle bien établi pour chaque mode de transport, la route, l'air et le rail. Chacun de ces secteurs a ses capacités et ses limitations propres et chacun doit contribuer à l'élaboration d'une politique des transports vraiment complète. Contrairement au parti libéral, nous avons une politique des transports à proposer. A notre avis, il faudrait consulter les provinces et collaborer avec elles pour établir les besoins réels du pays en matière de transport. Un gouvernement progressiste conservateur collaborera avec les provinces pour leur fournir les moyens de transport dont elles estiment avoir besoin, et pas ceux que nous croyons bons pour elles.

Les gens du sud-ouest du Manitoba et du sud-est de la Saskatchewan ont grandement besoin d'un service aérien et les gouvernements de ma province, du Manitoba et de la Saskatchewan, étaient prêts à le leur fournir il y a un an. Ce service n'existe pas encore et ne verra peut-être jamais le jour, surtout parce que le gouvernement fédéral libéral ne veut pas que les gouvernements de ces deux provinces de l'Ouest s'engagent dans ce genre d'entreprise. Entre-temps, la population de Brandon, de Dauphin et de Yorkton doit se passer de service aérien et, au terrain d'aviation McGill à Brandon, on a une aérogare ultramoderne entièrement équipée, flanquée d'une

tour de contrôle, sur lequel aucun avion commercial régulier ne s'est jamais posé.

Le gouvernement favorise une centralisation qui est non seulement exagérée et inhumaine, mais qui manque également de réalisme et est tout à fait inopportune dans un pays comme le Canada: Notre pays ce n'est ni le Luxembourg ni Monaco et, même si ce pourrait être souhaitable, car ce serait plus facile à administrer et à gouverner, il ne sera jamais comme ces petits États homogènes et unitaires. Nous avons un grand pays diversifié, fragmenté et régionalisé. Le premier ministre a beaucoup voyagé au Canada et il devrait donc mieux comprendre la situation. On ne peut maintenir l'unité du pays en le comprimant. Il faut obligatoirement avoir des liens souples et détendus entre les régions et ils n'en seront pas moins solides pour autant.

L'indifférence et le manque de compréhension du premier ministre étaient particulièrement flagrants—du moins à mes yeux—le soir des élections au Québec. Dans son bref message à M. Lévesque, le premier ministre ne lui offrait aucune félicitation, ce qui est peut-être compréhensible, mais il rappelait à M. Lévesque sur un ton condescendant ce qui me semblait superflu, soit qu'il n'avait pas reçu un mandat pour effectuer la séparation, un fait dont M. Lévesque est certes conscient. Quelle que soit la personnalité de René Lévesque, il n'est pas stupide et la note cassante du premier ministre était un affront grossier et superflu à l'intelligence du nouveau premier ministre du Québec. Les relations entre Ottawa et Québec seront certes assez difficiles durant les quelques prochaines années, comme le seront les relations du gouvernement avec toutes les provinces. Le comportement du premier ministre dans ses démarches initiales auprès du Québec n'augurent pas très bien pour l'avenir des relations fédérales-provinciales.

● (2050)

Les députés de notre parti ne croient pas que leur attachement au fédéralisme ou leur foi en l'unité nationale soit limitée ou compromise par la flexibilité. La flexibilité et la compréhension font partie de notre programme de décentralisation et assureront son efficacité. Nous croyons que la décentralisation ne signifie pas uniquement l'installation des ministères de l'État en dehors d'Ottawa. La décentralisation ne signifie rien si elle n'entraîne pas un changement d'attitude et une ligne de conduite plus compréhensive, plus accommodante et plus souple à la direction du pays.

Le bill C-19 est un bill relativement court, mais quelques-unes de ses dispositions auront de grandes répercussions sur certains groupes au Canada. Mais ce ne sont pas tellement les dispositions elles-mêmes auxquelles on peut trouver à redire, c'est plutôt l'intention hautaine qu'elles manifestent. En présentant ce bill, le gouvernement veut prouver qu'il songe réellement à comprimer les dépenses. C'est une loi hypocrite présentée par un gouvernement qui, en huit ans, est devenu le plus inepte, le plus insensible, le plus arrogant, le plus dépensier de tous les gouvernements que nous ayons jamais connus, un gouvernement qui a rompu avec les groupes, les régions de notre pays. Chaque fois que le gouvernement doit faire un choix, il choisit inmanquablement la mauvaise solution, comme s'il ne pouvait faire autrement. Et tous les Canadiens le regardent faire, comme la mère qui regarde son enfant se brûler les doigts délibérément; tous les Canadiens sont stupéfaits de l'ineptitude du gouvernement. Les ministériels nous